

*Initiatives ministérielles*

Sitôt qu'on commence à détruire ce contrat social et à le démanteler, tout le reste s'effondre. C'est alors que les syndicats et le patronat s'affrontent dans le cadre de conflits très durs. C'est alors que les régions et les localités se montent les unes contre les autres.

**Une voix:** . . . Il faut donner du travail aux gens.

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** C'est là la différence.

Je trouve ceci tout à fait étrange. Il est presque immoral qu'un membre du Cabinet puisse s'enorgueillir d'une économie qui fait 1,5 million de chômeurs. C'est vraiment un merveilleux résultat.

Il y a de quoi être fier, n'est-il pas vrai? N'est-ce pas là l'exemple d'un gouvernement qui a à coeur les intérêts des gens? N'est-ce pas là le signe d'un gouvernement qui sait vraiment comment gérer l'économie et qui est d'ailleurs tout à fait prêt à tolérer 1,5 million de chômeurs? Cela fait 1,5 million de Canadiens qui n'ont plus de salaire, qui ne paient plus d'impôt, qui ne peuvent plus subvenir aux besoins de leur famille et qui doivent s'adresser aux banques d'alimentation. Or, plutôt de constater cela avec regret et tristesse, plutôt que d'affirmer que c'est là un sujet de préoccupation, le ministre s'en félicite. Il pense que c'est merveilleux.

Je tiens à dire que c'est là une des raisons pour lesquelles, dans tous les journaux d'aujourd'hui, on dit en manchettes qu'aucun gouvernement n'a jamais été aussi bas dans les sondages depuis cinquante ans et que le gouvernement conservateur a totalement perdu la confiance des Canadiens.

**M. Corbeil:** C'est pourquoi nous prenons des mesures raisonnables pour remédier à la situation.

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Oh! Voilà maintenant que vous faites en sorte de remédier à la situation. N'est-ce pas intéressant? Voyons les mesures que nos vis-à-vis prennent. Ils ont signé un accord de libre-échange et que se passe-t-il? Pour la première fois en 15 ans, il y a un déficit de la balance commerciale. N'est-ce pas là un merveilleux progrès? Cet accord était censé nous ouvrir d'énormes débouchés et nous voilà aux prises avec notre premier déficit commercial en 15 ans.

Nos industries exportatrices sont décimées par le niveau élevé du dollar. En outre, 600 000 Canadiens doi-

vent faire appel aux banques d'alimentation, et cela signifie, sur le plan économique, que ce sont des gens qui ne peuvent plus produire pour eux-mêmes ou pour leur collectivité. Ils sont incapables d'acheter quoi que ce soit, qu'il s'agisse d'un réfrigérateur ou de vêtements pour leurs enfants en cette période de Noël. De ce fait, les magasins de vente au détail ferment leurs portes et ils licencient leurs employés qui toucheront des prestations d'assurance-chômage réduites et qui, en définitive, ne seront même plus admissibles à ces prestations.

Ce qui se passe, c'est que notre base économique se rétrécit. La confiance diminue et la demande disparaît. Or, le gouvernement ne trouve rien d'autre à faire que de dire qu'il prend les bonnes mesures. Remarquable! Il fait ce qu'il faut, selon lui.

Pendant que tout s'effondre autour d'eux, ce ministre et ce gouvernement courageux poursuivent leur marche. Malheureusement, personne au Canada ne les suit plus. Tôt ou tard, leur belle marche va prendre fin et nous allons pouvoir ramener notre pays sur la bonne voie.

Avant toutes choses, nous allons déchirer ce projet de loi C-20. Il faut s'empresse de le faire disparaître, parce qu'au Canada, il faut que nous recommencions à investir dans un système approprié de soins de santé et d'enseignement. Notre pays ne sera jamais solide, productif et concurrentiel, si notre système d'enseignement supérieur perd toute sa qualité et sa valeur, s'il n'encourage pas la recherche, s'il n'arrive pas à former les étudiants, s'il congédie les enseignants et s'il ne permet pas de regarnir les rayons des bibliothèques. Notre pays ne sera jamais concurrentiel et productif, si l'on se met à démanteler le système de soins de santé, qui garantit la sécurité de sa population.

Il est fascinant de constater qu'aux États-Unis, qui est un modèle pour la libre entreprise, on discute maintenant de la possibilité de se doter d'un régime d'assurance-maladie du type canadien. Pourquoi donc? Pour pouvoir être plus concurrentiel et plus productif, et pour établir un même régime dans tout le pays, afin de stabiliser quelque peu les coûts. Les Américains trouvent que leurs régimes d'assurance-maladie privés leur coûtent plus cher et, par conséquent, nuisent à leur compétitivité.